

ALPHABÉTISATION À GAO

Abdoulaye – 20 octobre 2025

L'année dernière on a eu une année de rupture ; on ne sait même pas comment on a pu terminer l'année. Car ici à Gao, il n'y a que les salaires des fonctionnaires qui tournent. Les commerces ne marchent pas, le grillage ne marche pas. Pour nos cours, les gens viennent... et font l'école buissonnière. Les apprenants d'aujourd'hui ne viennent pas demain. Donc on ne sait jamais. Les gens viennent, une fois, deux fois trois fois à cause du problème de manger. Chacun court après son quotidien. Donc l'année a été très très dure et on a fini l'année avec quelques uns. Très difficilement.

Souvent on passe dans les classes de 25 ou 30 apprenants et ils ne sont que 9 ou 10 présents. Quand tu demandes pourquoi, les gens répondent qu'ils vont à des endroits où ils pourraient gagner un peu d'argent. Dans la région quasiment toutes les ONG sont fermées. C'est seulement à N'Tahaka (*mine aurifère située à 45 km au sud de Gao*) qui font payer des gens alors la plupart de nos apprenants partent là-bas. Ce sont les femmes qui viennent et si demain tu espères trouver un peu d'argent, tu vas tout faire pour y aller et trouver du travail pour nourrir ta famille. C'est ça les difficultés de l'année passée si bien qu'on n'a même pas pu faire un rapport.



Cette année nous avons en tout pour les deux langues 188 participants 108 pour langues songoy et 80 pour langues tamasheq. On a limité à 20 par classes parce qu'il y a un manque de tables bancs car beaucoup sont cassés et on n'a pas d'argent pour les réparer. Les femmes sont toujours plus nombreuses que les hommes depuis 2021 les participants n'ont plus payé les cotisations par manque d'argent seule l'aide qui vient de chez vous prend en charge toutes les dépenses avec difficultés car c'est insuffisant pour toutes les dépenses.

Moussa On a réussi à faire la rentrée avec les difficultés qui sont là. Il n'y a pas de travail et les gens n'ont pas d'argent même pour la survie. Des fois ils viennent des fois ils ne viennent pas. Il y a du chômage c'est pourquoi les femmes sont plus nombreuses que les hommes qui vont chercher une occupation pour acheter à manger. Des fois les femmes vont aussi au marché pour vendre des condiments et des épices pour parvenir à joindre les deux bouts. On a même eu l'idée un moment d'ouvrir une petite cantine pour les aider, les amener à aimer l'école, aimer les cours, mais on n'a pas les moyens. Si on avait un peu les moyens on aurait pu les aider par la cantine ou leur payer 50 kilos de riz une fois dans l'année pour les motiver. C'est cette année car c'est très difficile pour tout le monde

La demande c'est pour les tables et bancs cassés et on n'a pas d'argent pour les payer. On a plus de 40 bancs cassés, certains même le fer est cassé, raison pour laquelle on a réduit les effectifs. Un peu d'argent pour les réparer et aussi un peu d'argent pour des livres et du matériel didactique. Franchement on n'a pas de livres.

La situation à Gao ? Pas de problème particulier de sécurité (à la différence du sud, de la région de Kayes...), mais aucune activité économique. Les gens passent leur temps à chercher du travail. De plus on manque de carburant. C'est vrai dans tout le pays. Des camions de l'armée approvisionnent Gao (en quantité insuffisante). D'autres vont s'approvisionner à Niamey. La route Bamako Gao - pire que les attaques de bandits mais « les bandits nous fatiguent trop » - est toute gâtée si bien que les denrées transitent par pinasses. Elles prennent l'humidité et arrivent en mauvaise qualité. Autre problème : l'électricité (toujours par suite de l'absence de carburant). Il y a un délestage par quartier. Celui où se situe l'école, il y a du courant de 13 h à 17 h. Dans un autre quartier c'est de 8 h à 13 h.

Nous continuons les cours. Par contre sur décision du Ministère les écoles publiques sont fermées pour 15 jours (réouverture le 10 novembre). "Pour cause : l'absence de carburant, les embouteillages, la désorganisation..."

Pourquoi les tables et bancs sont-ils gâtés ? Ce sont surtout les soudures. Les gens ne font pas toujours très attention. Parfois ils sont trois assis sur un banc pour deux personnes. « ils sont assis mal ». Lors du ménage ou lors de réunion ils sont cognés. Banc – table coûte 70.000 Fcfa (100 €). Avec cette somme on peut en réparer une dizaine.

La rentrée ? Les cours se déroulent en semaine de 16 h à 18 h, le week-end (samedi et dimanche) de 8 h à 10 h. Le couvre-feu est toujours décrété.

Les relations avec le CAP sont toujours bonnes. On manque de livres pour les classes. Dans les écoles publiques il y en a mais comme ils n'ont pas été renouvelés depuis au moins dix ans, ils sont également en très mauvais état.

Le jardin ? On a créé une pépinière avec des semences de tomates, oignons et choux. On va prochainement les repiquer. On se sert d'une motopompe pour l'arrosage. Pour les pommes de terre la vente de pousses a lieu mi-novembre : elles nous viennent de France (l'an passé l'ensemble des légumes a rapporté 2.000.000 Fcfa -3.000 €- pour un investissement de 300.000 Fcfa -450 €).



CAMON 40 •

23mm f/1.8 1/50s ISO219

Les enseignants ? Ils sont dix, plus le gardien. La somme envoyée par Gérard. Répartition : Abdoulaye et Moussa (environ 45 € par mois), les enseignants et le gardien (30 € chacun).

Où vont-ils chercher du travail ? Ici à Gao ils cherchent à se faire embaucher comme journalier, manœuvre auprès d'un artisan. Beaucoup partent quelques semaines, un mois à N'Tahaka, une mine d'or située à 45 km au sud de Gao où ils sont payés 5.000 Fcfa par jour (7,50 €). Ils reviennent quand ils ont pu faire quelques économies pour faire vivre leur famille

Mine d'or de N'Tahaka.

*Bamako tente de reprendre le contrôle de la mine d'or artisanale de N'Tahaka, plus grand site aurifère du pays et a ordonné à des milliers de mineurs artisanaux de vider les lieux. En août 2024, un décret du Conseil des ministres autorise la Société de recherche et d'exploitation des ressources minérales du Mali (Sorem Mali SA créée en **2022** ; entreprise d'État aux capitaux 100 % publics) à prendre la gestion de cette mine*

Les exploitants sont sommés de quitter les lieux (avec effet au 17 octobre dernier) pour, selon le général en charge de l'opération : « mettre fin à un désordre qui perdurait depuis près d'une décennie... Ces sites d'orpaillage, livrés à l'anarchie, étaient devenus des foyers de non droit, exploités dans un grand désordre par des individus souvent venus de l'étranger. Et comme source de financement pour les groupes armés terroristes qui sévissent dans la région. Passé ce délai, tous les contrevenants seront poursuivis et sanctionnés conformément aux dispositions de la loi en vigueur en République du Mali ».

Mais comme évoqué dans un article de presse : « Cette décision risque de ne pas être sans conséquences sociales, et même sécuritaires, pour cette partie du nord du Mali ».